

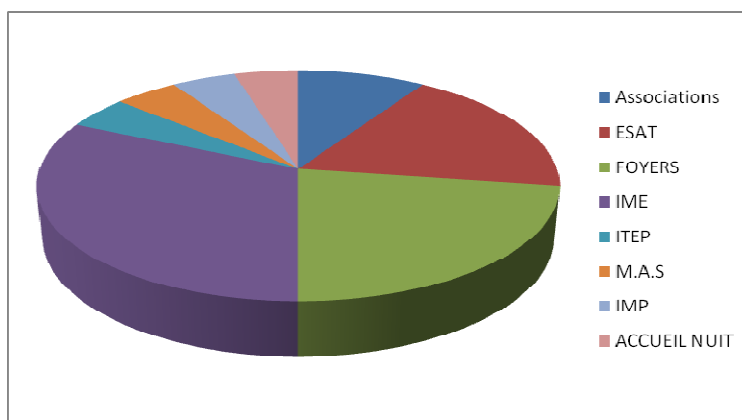
Bilan Demi-journée de réflexion et d'échanges de pratiques « Sexualité et Handicap »

Date	Mardi 30 Juin 2009
Lieu	Cité des Associations, Marseille
Heure	13H30-17h
Nombre de participants	43
Type de structures présentes	IME, ESAT, Foyers, ITEP, APAF (Association Provençale d'Aide Familiale), Association « Choisir sa vie », MFPF 13 (Mouvement français du Planning Familial 13)
Professionnels CoDES 13 présents	Nathalie MERLE, directrice, Anne REINERT, psychologue Hélène ZINGRAFF, stagiaire-psychologue, Raïssa GUYON, éducatrice de santé Cécile CAUQUELIN, psychologue Emmanuelle RUPP-TERRIS, chargée de mission
Intervenants	M. VERNET, discutant, psychologue et sexologue Mme VIANES, infirmière Mme ALBENTOZA, infirmière M. NAHM, psychothérapeute, sexologue M. VALENZA, vice-président de l'association « Choisir sa vie ».

STRUCTURES PRESENTES

22 structures différentes ont participé à cette demi-journée : 2 associations (APAF Handicap et Choisir sa vie), 4 ESAT, 5 Foyers, 7 IME, 1 ITEP, 1 M.A.S, 1 IMP, 1 Accueil de nuit.

Répartition de l'ensemble des structures présentes

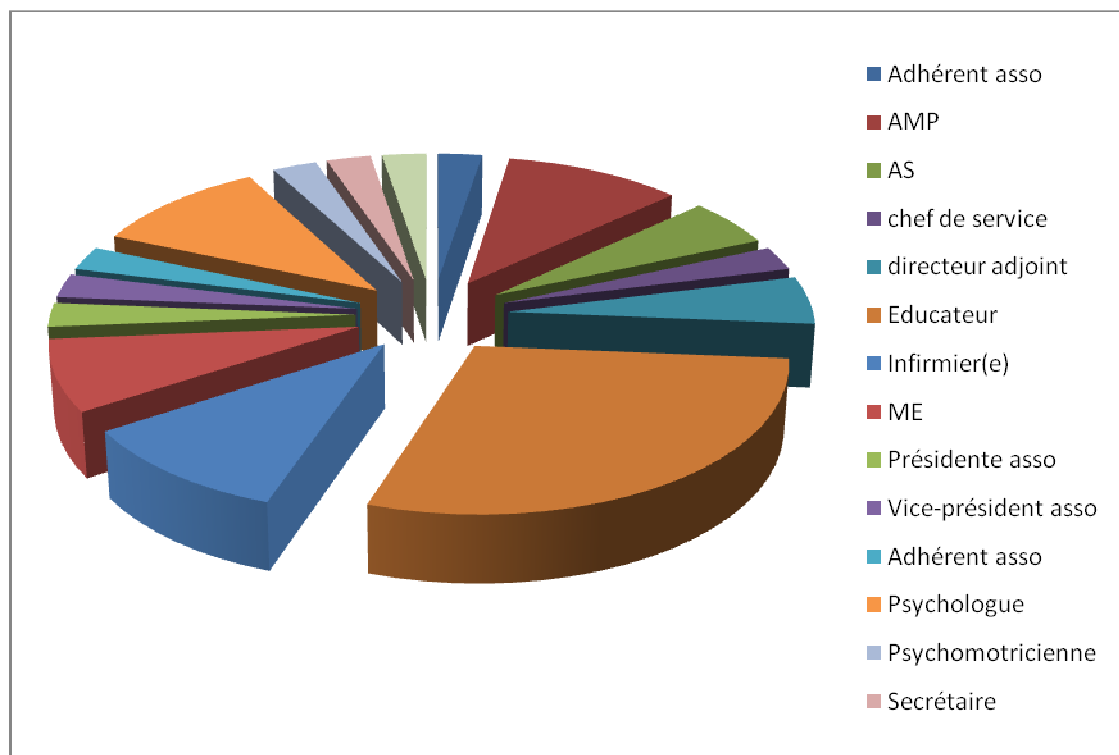


PROFESSIONNELS PRESENTS

Diverses catégories de professionnels des secteurs médico-sociaux ou socio-éducatifs étaient présentes.

Il s'agissait à la fois d'Aides Médico-Psychologiques (AMP), d'infirmier(e)s, d'Educateurs Spécialisés (ES), de Moniteurs-Educateurs (ME), d'assistantes sociales (AS) ainsi que de chefs de services. Le milieu associatif était représenté par la présidente, le vice-président, la secrétaire et un adhérent de l'Association « Choisir sa vie ».

Répartition de l'ensemble des professionnels présents



ORGANISATION

Dans un premier temps, une dizaine de structures ont été interrogées sur leurs attentes à propos d'une demi-journée.

Ces entretiens ont permis de prendre contact avec les professionnels intéressés pour témoigner dans le cadre de la demi-journée.

Dans un second temps, un courrier d'invitation a été envoyé aux structures (I.M.E, ESAT, Foyers) du département des Bouches-du-Rhône.

DEROULEMENT DE LA DEMI-JOURNEE

Après une présentation succincte de l'historique des actions du CoDES 13 et du MFPF13 sur la thématique « Sexualité et handicap » et du déroulement de la journée, chaque intervenant a pu présenter le travail qu'il a effectué sur la thématique (Mme VIANES sur la prévention IST/VIH, M. NAHM qui a réalisé une thèse sur sexualité et déficience visuelle) ou les questionnements qui surviennent au sein de leur structure (Mme ALBENTOZA). M. VALENZA, de l'Association « Choisir sa vie » a, quant à lui, dit quelques mots sur le manifeste que va présenter l'association pour demander la mise en place d'un Service d'Accompagnement à la Vie Affective et Sexuelle (AVAS).

Après ces différentes présentations, la parole a été donnée à la salle.

ECHANGES ET DEBATS

Au niveau des **professionnels**, la problématique principale concerne leur **rôle face aux désirs des personnes**. Cette question est parfois difficile à aborder au sein de l'institution. Un **travail d'équipe est nécessaire** mais il faut parfois faire face à des divergences professionnelles au sein d'une même institution à propos de la sexualité.

Les **formations de travailleurs sociaux** ne proposent **pas de modules sur la sexualité**, ce qui semblerait pourtant primordial aux vues des situations rencontrées dans les établissements et au **sentiment d'impuissance ressentis** par certains professionnels.

L'ouverture à la sexualité dans les structures nécessite également un **accompagnement des professionnels**.

Mais il ne s'agit pas de prendre en compte uniquement la vie sexuelle des personnes, la **vie affective** a une place prépondérante ainsi qu'un travail sur **l'estime de soi** (nécessité de **restaurer le rapport entre l'individuel et l'intime**).

Si de nombreuses recherches sont effectuées sur la prise en compte de la sexualité en institution, **peu d'actions** sont mises en place au sein des établissements. Concernant la prise en compte de la sexualité du public accueilli, l'institution et les professionnels ne trouvent souvent pas de réponses aux situations rencontrées, notamment quand il s'agit de situations violentes telles que les **agressions sexuelles**. Des situations telles que celle-ci renvoient également à la notion de **consentement** dans les rapports affectifs ou sexuels chez ce public. Parmi les **réponses apportées**, face à certaines réticences de la part des institutions (et/ou de certains professionnels), il est possible, pour parler de sexualité, de passer par la thématique de la **prévention des risques VIH**.

Outre des séances d'intervention et de formations, il semble également pertinent de permettre aux professionnels et au public concerné l'accès à des entretiens individuels, et pas seulement à des groupes de parole.

La mise en place de séances d'information pose certaines difficultés dans leur application effective au sein des structures : **quelle mise en place des actions, quel lien est-il possible de faire avec les familles ?**

La question des **familles** revient de manière récurrente dans le discours des professionnels : souvent considérées comme un frein à l'accès de leurs enfants à la sexualité (au même titre que les facteurs culturels), leur **intégration dans les programmes d'intervention** semble pour certains indispensable.

Il s'agit ici principalement de se demander quelle place ont les familles dans l'accès de leurs proches, surtout quand ils sont adultes.

Pour les professionnels, **l'ouverture des établissements sur l'extérieur** devrait permettre également de favoriser les rencontres des résidents. L'autonomie des personnes en situation de handicap passe aussi par cette voie là.

La question d'une **différenciation de la prise en compte de la sexualité** en institution a interpellé l'ensemble des professionnels présents. Il s'agit pour eux d'un questionnement constant accentué par les **représentations de la sexualité** véhiculées au sein de la société, telle que l'asexualisation ou de l'hypersexualisation, ce qu'on ne retrouve pas forcément au sujet du handicap physique.

Cette mise en lien du handicap mental et du handicap physique est malgré tout importante, même s'il s'agissait ici de professionnels travaillant en majorité dans des établissements accueillant des personnes en situation de handicap mental.

Cependant, il semblait important de pouvoir présenter ici ce qui peut être fait en matière d'accès à la sexualité concernant d'autres handicaps que le handicap mental et pas uniquement ce qui est fait en termes d'actions au sein des structures.

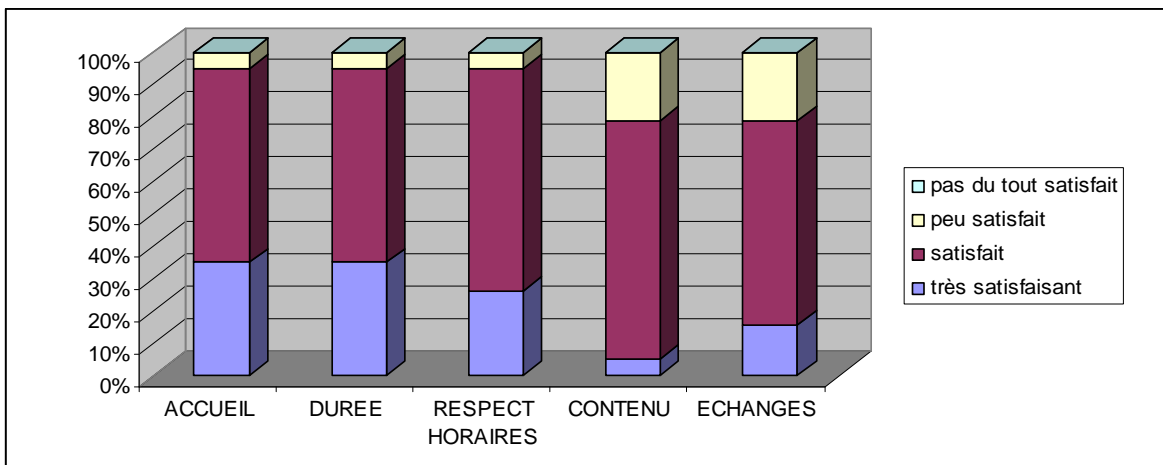
S'il n'est pas possible d'aborder de manière identique ces différents handicaps, il est toutefois nécessaire de réfléchir à l'accès à la sexualité des personnes, tous handicaps confondus.

Il serait pertinent de réaliser une rencontre sur sexualité et handicaps pluriels dans le cadre d'une journée, afin de présenter d'une part les spécificités de la sexualité des personnes en situation de handicap mental, celles des personnes ayant un handicap physique pour éventuellement faire une mise en commun en fin de journée.

La possibilité de donner la parole aux familles et aux personnes en situation de handicap pourrait compléter l'approche professionnelle et permettre d'enrichir les débats, notamment au sujet des demandes d'ordre affectif et sexuel de ces personnes.

EVALUATION DU PUBLIC

Le public présent s'est dit globalement satisfait de la demi-journée (une moyenne de 3 sur 4 attribuée pour les indicateurs pour l'ensemble des indicateurs), notamment au niveau organisationnel. Concernant les échanges et le contenu des interventions, les appréciations sont beaucoup plus nuancées. Un manque de cadrage au niveau des échanges ou des intervenants est parfois évoqué, ainsi que la complexité d'aborder la thématique de la sexualité et des handicaps pluriels en une seule après-midi. Selon les participants, cela a pu pénaliser la mise en commun de ce qui est fait ou non au sein des structures ou encore des difficultés qui peuvent être rencontrées.



SUGGESTIONS POUR LA JOURNEE DEPARTEMENTALE (2009-2010)

La majorité des participants proposent d'interpeler à la fois des **familles** mais aussi des **personnes en situation de handicap** afin qu'elles puissent témoigner.

La question des **parents** et de leur **implication dans la sexualité de leurs proches** a également été évoquée en termes de la mise en place d'actions **avec l'autorisation des parents**, quand les personnes sont adultes.

Au niveau des professionnels, il serait pertinent d'aborder la question du **rôle et des limites de la pratique éducative** au sein de l'institution (notamment face à des **personnes majeures ou mineures**) ainsi que les **moyens possibles** à mettre en œuvre pour aider les professionnels mais aussi les familles (outils, formations...).

De même, il serait intéressant de réfléchir aux **spécificités de la sexualité** suivant le handicap concerné (**physique, mental, psychique**) concernant les demandes, les désirs, les pulsions.

Certains participants s'interrogent également sur le **contenu d'une action sexo-éducative** ou encore sur la **création d'un service AVAS**, sur des thèmes tels que l'**homosexualité**, la **parentalité**.

Pour d'autres, avant de parler de sexualité, il est important de penser à la **place de la de la personne en situation de handicap au sein de notre société**.

Hélène ZINGRAFF

Etudiante en Master Professionnel de Psychologie sociale de la santé

Stagiaire au CoDES 13 sur le projet « Sexualité et handicap »

helene.zingraff@hotmail.fr